

Appel à une médiation pour Cachan

Organisations signataires :

Armée du Salut / Emmaüs France / Fnars / Médecins du Monde

Il y a plus d'un mois, des centaines de familles étaient expulsées d'un immeuble squatté depuis des années. Entre 300 et 400 personnes campent depuis la mi-août dans une salle exiguë d'un gymnase, avec de nombreux enfants, dont certains nouveau-nés. Quelques adultes font une grève de la faim depuis plus de trois semaines et sont dans un état de faiblesse physique et psychologique préoccupant.

La situation passée de ces familles trouve ses racines dans des causes qui les dépassent, qui s'appellent notamment immigration, mal logement, pauvreté. Mais leur situation actuelle est désormais une cause humanitaire qu'il faudrait traiter en se tenant strictement à cette dimension. Telle devrait être désormais l'attitude commune : celle des autorités publiques, des élus, des associations et de toutes celles et tous ceux qui ont montré leur soutien ou leur indignation.

Il est temps de faire appel à une médiation pour éviter une issue qui pourrait être dramatique et pour que les enfants, les familles et les adultes isolés qui vivent dans le gymnase ne restent pas plus longtemps otages d'une situation sans issue et sans espoir qui les dépassent. Une médiation qui soit acceptée par les deux parties. Cela suppose plusieurs conditions à remplir simultanément :

- que les familles regroupées à Cachan puissent elles-mêmes exprimer leur point de vue aux médiateurs ;
- que les autorités publiques, au-delà des deux catégories strictes selon la situation administrative actuelle, acceptent de s'engager à suivre des propositions de médiateurs, dictées par un devoir de protection et des considérations humanitaires
- que tous les acteurs, qui ont manifesté leur soutien privilégient l'accompagnement de solutions viables pour chacune des familles concernées
- que soient soutenues, en vue de leur mobilisation pour la médiation, les personnalités locales impliquées et reconnues par les familles.

Les solutions apportées ne doivent pas constituer un enjeu électoral. Elles doivent répondre le plus dignement possible à la situation des familles.

Alors, il est possible de faire une médiation qui devra être demandée par les familles, soutenue par les élus locaux, acceptée par le gouvernement et les autorités administratives, et facilitée par ceux qui veulent apporter un soutien.

Armée du Salut - Emmaüs France - Fnars (Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale) - **Médecins du Monde**

Contacts Presse

Emmaüs France
Sandrine Witeska
01 46 07 97 43 / 06 16 46 27 51

Fnars
Sylvaine Villeneuve
01 48 01 82 32 / 06 63 66 11 24